

Mairie de Paris/Direction des affaires scolaires/Sous-direction de l'enseignement supérieur/Bureau de la recherche et de l'innovation



Les banlieues et Paris ou l'invention de nouvelles politiques publiques

Deuxième journée d'études

Lundi 3 décembre 2007

Palais du Luxembourg • Salle Gaston Monnerville

15ter, rue de Vaugirard • 75 291 Paris cedex 06

Journée organisée par le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle/UMR 8058 CNRS/Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, avec le soutien de la Ville de Paris

Coordination scientifique : Emmanuel Bellanger • ebellanger@yahoo.fr

L'histoire de la gouvernance métropolitaine du « Grand Paris » est un thème d'actualité. Les relations Paris Banlieues seront, sans conteste, au cœur des enjeux électoraux des prochaines élections et mandatures municipales. On l'a peut-être oublié, mais le « Grand Paris » a une histoire amorcée dès la Révolution française. Depuis l'avènement de l'ère industrielle, Paris, ses quartiers, les communes environnantes ont vécu, sur un temps accéléré, le passage d'un espace communal morcelé à la mise en place d'une dynamique d'agglomération urbaine et de collaboration institutionnelle.

Le trait le plus significatif des transformations des paysages parisiens et suburbains se lit dans le déplacement des frontières de la « Grande Ville ». En 1860, l'intégration des communes du premier cercle suburbain dans de nouveaux arrondissements parisiens est assimilée à la domination tutélaire, voire féodale, de la capitale sur ses marges. Cette représentation doit être nuancée car l'annexion a également pour conséquence plus heureuse d'étendre les réseaux des commodités de la ville moderne, Paris, aux communes suburbaines de la première couronne en pleine expansion démographique. Elle ouvre également une nouvelle perspective de collaboration à l'échelle de l'agglomération parisienne autour notamment de la puissante préfecture de la Seine et de l'influent conseil général du département le plus riche de France.

Le lien institutionnalisé Paris/proche banlieue est remis en cause au tournant des années 1960 avec l'application d'un nouveau découpage de la région parisienne en huit départements distincts. La poussée démographique et les mutations urbaines des Trente Glorieuses ont donné lieu à la proclamation de nouveaux impératifs politiques et administratifs. Ce mouvement sans précédent d'urbanisation et de gouvernance régionale innovante a contribué à désolidariser les destinées de la ville de Paris et des communes environnantes au profit de la formalisation de nouveaux espaces d'appartenance et décisions publiques, la région, les départements puis, à partir des années 1990-2000, les nouvelles communautés de communes et d'agglomération.

Ce lien politico-administratif du Grand Paris rompu entre 1964 et 1968 n'a pas pour autant mis fin aux collaborations sectorielles entre la capitale et les banlieues agglomérées ou plus distendues. Les exemples exposés et discutés lors de cette journée en témoignent.

Cette seconde journée d'études constitue le deuxième atelier de restitution d'un programme de deux années de recherche. Elle a pour ambition de suivre, sur des temporalités de moyennes et longues durées et sur des échelles entrecroisées, l'élaboration et la mise en espace des politiques publiques. Trois champs de recherches seront exposés et soumis à débat :

- l'étude des élites municipales – maires et secrétaires généraux – dans la conduites des affaires communales et intercommunales à l'échelle du Grand Paris des années 1920 à nos jours,
- l'étude du logement social entre Paris et les banlieues appréhendé des années 1950 aux années 1980
- et l'étude des mobilités autour de la politique autoroutière en région parisienne des années 1960 à nos jours.

Programme

9 heures • Accueil

9 h 30 • **Ouverture de la journée**

par **Eliane ASSASSI**, sénatrice de la Seine-Saint-Denis et **Pierre MANSAT**, adjoint au maire chargé des relations avec les collectivités territoriales d'Île-de-France

10 heures • *Introduction* et présidence de séance : **Annie FOURCAUT**, professeur d'histoire contemporaine, directrice du Centre d'histoire sociale du xx^e siècle de l'Université Paris I/UMR 8058 CNRS

10 h 15 • **Emmanuel BELLANGER**, chercheur à l'IDHE, associé au CHS (Université Paris I), *Le monde des élites municipales du Grand Paris à l'épreuve du morcellement inter-communal et de la gouvernance métropolitaine (des années 1920 à nos jours)*

Discutants de la table ronde

Patrick BRAOUEZEC, député et président de la communauté d'agglomération Plaine commune

Philippe DALLIER, sénateur de la Seine-Saint-Denis et rapporteur de l'Observatoire de la décentralisation sur le « Grand Paris »

Francis GODARD, professeur de sociologie et président de l'Université de Marne-la-Vallée

Bernard LANDAU, architecte-voyer général, adjoint au Délégué général à la coopération territoriale

Philippe LAURENT, maire de Sceaux et vice-président de l'Association des maires de France

Claude PERNES, maire de Rosny-sous-Bois et président de l'Association des maires d'Île-de-France

Jack RALITE, sénateur de la Seine-Saint-Denis (sous réserve)

11 h 30 • Débat - 12 h 00 • Pause

Présidence de séance : **Michel MARGAIRAZ**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 8 / Institutions et dynamiques historiques de l'économie (IDHE) UMR 8533 CNRS

14 heures • **Mathieu FLONNEAU**, maître de conférences (Centre d'histoire sociale du XXe siècle), *Servitudes, grandeur et déclin annoncé de la politique autoroutière en région parisienne 1960 à 2007*

Discutants

Daniel LAGUET, directeur de la voirie et des déplacements de la ville de Paris

Christian LAMBOLEY, directeur honoraire de la voirie et des déplacements

15 h 30 • Débat

16 heures • **Annie FOURCAUT**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1 : *Construire du logement social pendant les Trente Glorieuses : entre Paris et les banlieues*

Discutant

Paul **CHEMETOV**, architecte

17 h 15 • Débat

17 h 45 • **Conclusion de la journée**

par **Michel MARGAIRAZ**, professeur d'histoire contemporaine de l'Université Paris 8

Inscription
obligatoire

Pour assister à la journée d'études au Palais du Luxembourg, l'inscription est obligatoire auprès du secrétariat du Centre d'histoire sociale du xx^e siècle de l'Université Paris 1. L'accès au bâtiment est en effet soumis au plan Vigipirate rouge.

La date limite des inscriptions est fixée au 15 novembre 2007. Nous vous prions de bien vouloir nous fournir vos nom, prénom, institution de rattachement, mail et téléphone.

Les inscriptions doivent être enregistrées auprès de Mme Anne-Cécile Le Douaron à l'adresse mail suivante : anne-cecile.le-douaron@univ-paris1.fr (tel. : 01 44 78 33 76).

Un retour de mail vous confirmera votre inscription.

La Salle Monnerville ne comptant que 117 places, nous vous prions de nous signaler votre éventuelle défection.

La journée d'études débutera à 9 heures.

Nous vous conseillons de prévoir une marge d'un quart d'heure pour accéder à la salle Monnerville en raison du dispositif de surveillance et d'enregistrement des participants à l'entrée du Palais du Luxembourg, au 15ter, rue de Vaugirard (RER B - Station Luxembourg).